Meymac et la guerre de 1870

Depuis 1832, la conscription est basée sur un contingent d'hommes à pourvoir dans chaque canton et choisi lors d'un conseil de révision. Chaque homme tire un numéro qui est "mauvais" s'il est inférieur au nombre du contingent et "bon" au delà. En 1868, les mauvais numéros font un service de cinq années d'active et quatre de réserve. Les bons numéros sont exemptés mais sont versés dans une Garde nationale mobile de réserve pour une durée de 5 ans. Au déclenchement du conflit, les soldats du contingent, les "mauvais numéros", sont sous les drapeaux ou vont être rappelés dans leurs régiments et les gardes mobiles, les "bons numéros", vont être mobilisés.

Les gardes mobiles

Les gardes mobiles du canton de Meymac sont mobilisés le 4 septembre 1870 dans le 2e Bataillon de mobiles à Tulle et sont incorporés à la 2e Armée de la Loire du général Chanzy. 61 Meymacois sont regroupés dans la 8e compagnie commandée par le capitaine Philippe Roger et participent à différents combats dans la région du Mans. Quatre d'entre eux décédèrent lors du conflit ou de ses suites.

- Antoine Vergne (1846-1870), scieur de long né à Continsouzas fils de Pierre et Antoinette Nouailles, fut déclaré apte et versé à la garde mobile de la Corrèze. Il décéda le 6 novembre 1870 à l'hospice du Mans où il avait été hospitalisé pour fièvre (typhoïde ?) quelques jours avant les combats de Châteauneuf-en-Thymerais du 16 novembre.
- Joseph Bourzeix (1846-1871) « garde mobile de la Corrèze, est décédé en cette commune (Thouars, Deux-Sèvres) ce jourd'hui (12 mars 1871) à 5 h du matin à l'hospice de cette ville, âgé d'environ 24 ans, né à Meymac ... célibataire, en garnison à Thouars ». Il était l'aîné des enfants de François Borzeix et Marie Mazaud, cultivateurs à La Jarrige.
- François Magnodeix (1844-1871), fils de cultivateurs de Lachaud-Grandval, Jean et Jeanne Maison, est décédé à Toulouse le 12 mars 1871. Sur son acte de décès : « est entré à l'hôpital militaire de st Michel le 10 mars 1871 et y est décédé le 12 du même mois à 8 heures et 1/2 du soir par suite de bronchite capillaire ... »
- Jean Magnodeix (1844-1871), fils d'Etienne et de Marie Couturier du Maschevalier, est décédé le 12 mars 1871 à l'hôpital militaire de Toulouse.

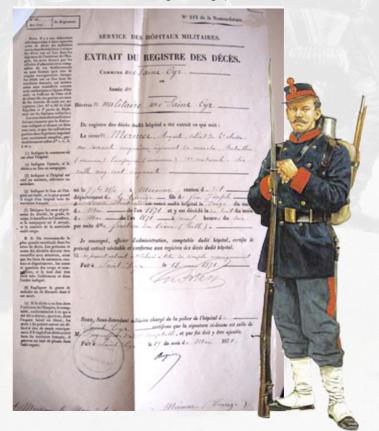
Les soldats du contingent

Ce sont donc les soldats sous les drapeaux ou rappelés à la déclaration du conflit et qui combattirent dans l'est ou à Paris. Huit soldats moururent pendant le conflit

- Léonard Nouailles (1849-1871), fils de cultivateurs du Vert, fut mobilisé au 98e de ligne le 10 août 1870. Il mourut le 8 février 1871, rue Pernety à Paris dans l'ambulance, succursale du Val de Grâce, installée dans le pensionnant des Frères Maristes.
- Pierre Coste (1848-1870), cultivateur du village du Vert, affecté d'une claudication, fut dirigé au dépôt d'instruction du 79e de ligne à Tulle en décembre 1869 jusqu'au 25 mars 1870. Il fut mobilisé le 20 juillet suivant au 68e de Ligne qui fit partie de l'armée de Châlons. Il a été porté disparu dans les combats de Beaumont dans les Ardennes françaises le 30 août 1870.
- Jean Estager (1850-1862) fils de cultivateurs de Saint-Germain-le-Lièvre, incorporé au 9e bataillon de chasseurs à pied décéda à l'hôpital militaire de Grenoble le 3 décembre 1870.
- Auguste Mermet (1850-1871), fils d'aubergiste, était soldat au 65e régiment de marche quand il décéda le 18 mai 1871 à l'hôpital militaire de Saint-Cyr-l'Ecole. Le décès a été transcrit à Meymac le 13 août. Une note manuscrite dans les archives Treich-Laplène indique qu'il « a été incorporé au 68e de Ligne à Guéret le 15 octobre 1870, passé au 65e régiment de marche le 8 décembre 1870. Blessé devant Paris le 12 mai 1871, mort le 18 ».
- Antoine Becharias (1841-1870), cultivateur à Treich, était

- cavalier au 1er régiment de dragons en subsistance au 57e régiment d'infanterie de ligne en garnison à Montmedy dans la Meuse au déclenchement du conflit. Il y décéda le 8 septembre 1870 à l'ambulance de Montmedy, ayant sans doute été blessé lors du siège et bombardement de la ville le 5 septembre.
- Jean Chaumeil (1845-1870), fils d'un journalier scieur de long de la ville, était soldat dans la 3e compagnie du 3e bataillon du 82e de ligne qui participa à la bataille de Sedan : «Jean Sommeil (sic), âgé de 25 ans, né à Meymac, ... ayant eu le ventre traversé d'une balle à la bataille du premier septembre, est décédé à l'ambulance de cette commune (La Chapelle au nord-est de Sedan) hier, 8 octobre à 4 heures du soir ...»
- Léonard Fournol (1845-1870), fils d'un journalier scieur de long de la ville, fit son service militaire au 97e régiment d'infanterie. Il est mort le 3 août 1870 à l'hôpital militaire de Lyon.
- Jean Vialle (1843-1871), fils de cultivateur du Chadenier, mourut en janvier 1871 à Vitry, Seine, comme l'a établi un acte du tribunal civil du 23 juillet 1898. Son décès a été reporté à Meymac sur le registre des décès de 1871. En 1884, lors de la succession des parents de Jean Vialle, il est considéré comme « ayant quitté le pays depuis plusieurs années et dont le décès n'a pas été constaté. D'après son frère Léonard, il serait décédé le 29 ou 30 janvier 1871 au combat de Vitry (Seine) pendant l'invasion allemande ».

Ce sont les douze noms figurant sur la plaque installée sur le monument aux morts le 21 juin inaugurant une campagne nationale lancée à l'initiative du Souvenir français avec le concours des associations généalogiques.







En mémoire des Meymaçois disparus lors de la guerre de 1870-1871

Antoine BECHARIAS (1841 - 1870)

Joseph BOURZEIX (1846 - 1871)

Jean CHAUMEIL (1845 - 1870)

Pierre COSTE (1848 - 1870)

Jean ESTAGER (1850 - 1870)

Léonard FOURNOL (1845 - 1870) François MAGNODEIX (1844 - 1871)

Jean MAGNODEIX (1844 - 1871)

Auguste MERMET (1850 - 1871)

Léonard NOUAILLES (1849 - 1871)

Antoine VERGNE (1846 - 1870)

Jean VIALLE (1843 - 1871)



Les «communards» meymacois

Le livre de Stéphane Trayaud, Oubliés de l'Histoire. Les Limousins de la Commune de Paris (1871) a permis de retrouver trois Meymacois plus ou moins impliqués dans la Commune et en tout cas arrêtés à la fin de la Semaine sanglante. Deux furent remis en liberté dans le courant de l'année 1871.

Pierre Cristal (1831-) fils de Pierre Cristal (1802-1873), scieur de long, et de Marie Beynas (1808-1885), était boulanger à Meymac à son mariage le 10 janvier 1854 avec Marie Gratadour (1836-1856) couturière. Celle-ci décède à 21 ans le 29 décembre 1856.

Lorsqu'il est arrêté en 1871, il est veuf, domicilié passage de l'Ourcq. Pendant la Commune il était affecté au 103e bataillon de la Garde nationale disposé dans le 14e arrondissement à l'Observatoire. Il fut incarcéré le 6 mai 1871 au fort de Quélern dans la presqu'ile de Crozon qui fut l'un des principaux lieux de détention des Communards dans l'attente de leur déportation en Nouvelle Calédonie. Ce fut sans doute son sort comme garde national, au contraire des deux autres Meymacois qui, civils, obtinrent des non-lieux.

Thomas Coste (1838-) est né le 31 octobre 1838 au village du Bourg où ses parents Jean Baptiste Coste (1799-1887) et Léonarde Razel (1802-1871) étaient cultivateurs. Scieur de long il quitta Meymac pour la région parisienne où on le situe à Montreuil puis à Paris, rue de Reuilly en 1865. En 1867, il vit maritalement au 34 passage Tocanier avec Antoinette Meunier (1841-), couturière originaire elle aussi de Meymac où son père était sabotier. Il se marièrent à la mairie du 12e le 26 novembre 1867 et reconnurent alors une fille, Marie Louise, née le 11 juin précédent. Cette dernière a été mise en nourrice à Meymac où elle mourut le 8 mars 1868 « âgée de neuf mois dans la maison de la femme Gauterie ».



Arrêté, il fut détenu sur Le Fontenoy, un des pontons de Brest, avec 842 autres communards.

L'Électeur du Finistère d'octobre 1871 relate un témoignage du 30 septembre 1871 . « Grâce à un fort vent debout et au courant contraire, il me fallut une heure et demie de navigation avant d'aborder le vaisseau le Fontenoy, commandé par le capitaine de vaisseau Bréart, qui a sous ses ordres toute l'escadre des pontons, si tant est qu'on puisse appeler une escadre une réunion de pareils navires. En passant le long de chaque ponton,

je voyais les ponts couverts de monde comme autant de navires d'émigrants et, en montant sur le Fontenoy, je trouvai les gaillards jusqu'à l'avant occupés par une masse épaisse de ces spécimens du progrès social que j'avais vus pour la première fois, il y a six mois, rassemblés dans les batteries de Belleville et de Montmartre, et plus récemment dans l'orangerie de Versailles et à Satory. Le commandant Bréart eut l'obligeance de me faire visiter son vaisseau, sur lequel 850 insurgés sont détenus. La moitié d'entre eux était sur le pont, s'amusant à jouer aux cartes, au loto et à d'autres jeux, tandis que, dans la batterie, une escouade était utilement employée à un lavage complet... »

Il fut mis en liberté par une ordonnance de non-lieu le 31 décembre 1871.



Antoine Leblanc (1829-) est né le 26 décembre 1829 fils de François Leblanc (1791-1867), sabotier, et de Légère Taguet (1798-), couturière de la ville. Une trace de lui apparaît en 1868 à Fontainebleau ; il est alors tailleur de pierres. Lorsqu'il fut arrêté en 1871, il demeurait rue Muller à Paris. Il fut détenu à Rochefort jusqu'à sa remise en liberté, sans doute pour non-lieu, fin août 1871.

Un quatrième Meymacois communard a été recensé dans la banque de données des « 1400 natifs du Limousin inculpés après l'écrasement de la Commune de Paris » créé par Alain Pérel du CGHML .

Léonard Nardoux, né le 7 mai 1841 dans une famille de cultivateurs du quartier d'Audy, fut avec ses trois sœurs et ses trois beaux-frères de la migration parisienne. Tous installés à Vanves, les garçons y étaient carriers et les filles blanchisseuses ou journalières. Léonard s'y maria le 15 janvier 1870 avec une blanchisseuse de la commune, Louise Philippine Jacquemard. Parmi ses témoins, un cousin, Philippe Madesclaire, lui aussi né à Meymac en 1841, était alors ébéniste à Paris au faubourg Saint Antoine. Léonard participait-il aux évènements ou rendait-il visite à son cousin quand il fut arrêté ? Son cas peut sembler plus grave que ses compatriotes si on se réfère au non-lieu tardivement obtenu le 18 mars 1872 accordé par le Conseil de Guerre de Versailles.

1 https://www.retro29.fr/1871-insurg%C3%A9s-commune-brest 2 Revue n°23 de la revue Donte ses ? du CGHHML.